



Le 6 novembre, les travailleurs de la Construction sont en grève. Soutenus par des étudiants et des personnels de l'Université

Ils ont choisi de se rassembler sur le chantier de l'Université UT2J, un des Partenariats Public-Privé les plus choquants de ceux qui fleurissent un peu partout en Europe. Choquant car cette université est rebaptisée « Jean Jaurès », figure du Socialisme, alors qu'elle symbolise la privatisation de l'espace public.

Le travail au service de la population ou des profits capitalistes ?

Il faut se rappeler que Vinci, maître d'œuvre, sera également le nouveau propriétaire des locaux universitaires. Une propriété qui lui permettra de percevoir chaque année 13 millions d'euros, auxquels s'ajouteront sur 27 ans entre 75 et 120 millions de frais d'entretien imposés à l'Etat.

Ce marché juteux, rendu possible grâce à l'investissement et à la qualification des salariés de la Construction, sera surtout source de profits supplémentaires aux actionnaires de Vinci. En 2015, les salariés du Bâtiment ont obtenu dans la région 0,4% d'augmentation de salaire et ceux des Travaux Publics rien !!! Les actionnaires de Vinci, avec beaucoup moins d'efforts et d'accidents du travail, ont obtenus 2 milliards de dividendes.

Les résultats des négociations ont été tout aussi ridicules dans les grandes entreprises du secteur.

La casse des services publics.

La privatisation des locaux et de leur gestion amène un remplacement des fonctionnaires par des salariés de la sous-traitance. Or c'est seulement 6 travailleurs qui sont prévus à Vinci Facilities pour assurer ce service en 2016.

Le loyer versé chaque année au groupe Vinci va fragiliser les finances du secteur universitaire. C'est autant d'argent qui sera ponctionné à l'Université et empêchera le recrutement de BIATSS et d'enseignants-enseignantes chercheurs. Ces personnels sont pourtant indispensables pour offrir un enseignement de qualité, à celles et ceux qui en ont le plus besoin, aux milliers d'étudiants qui chaque année perdent pied et sont rejetés par l'Université. Celles et ceux qui n'ont pas les moyens de se payer une fac privée, chère et subventionnée par le patronat. Ceux qui ne pourront pas supporter la hausse prévisible des frais d'inscription.

En effet, le principe même des PPP constitue une menace pour l'université et les étudiants: dans ce type de contrat, c'est la personne publique qui supporte la couverture des risques puisque, par exemple, le dépassement des coûts du chantier ou la non-conformité des locaux sont à sa charge. Par ailleurs, la gestion de l'exploitation, confiée à Vinci durant la période de remboursement, entraîne pour l'université des coûts très élevés et la recherche de ressources financières quelle pourrait trouver le cas échéant dans l'augmentation des frais d'inscription.

Le respect des travailleurs et des usagers

Le management des locaux privatisés est déjà perceptible et l'impact immédiat. Plusieurs ouvriers ont été gravement blessés suite aux négligences, à l'imposition de cadences de travail inadmissibles sur le chantier.

Le désamiantage des bâtiments a été réalisé dans des conditions inquiétantes pour les personnels de l'université. Là aussi la course au profit et la recherche d'économies démontrent leur contradiction avec la sécurité des humains.

La métropolisation de Toulouse entraîne la multiplication des chantiers sur l'agglomération. Seulement, ces chantiers destinés à produire des logements ou des équipements, sont devenus des outils de spéculation financière et de privatisation de l'espace public.

La population doit reconquérir son espace de vie et de travail. Les richesses produites doivent profiter à tous et toutes. Nous revendiquons donc des chantiers avec de la main d'œuvre qualifiée et bien payée, seule solution pour que ces chantiers offrent des logements sociaux et des équipements publics de qualité.

Tous ensemble pour défendre nos intérêts communs !!!

Rassemblement à l'Arche de l'Université

Vendredi à 10 heures

Débat sur le

Partenariat Public Privé « Jaurès-Vinci »

Amphi 8 à 12h30

**À l'initiative du syndicat Ferc-Sup CGT UT2J et en présence
des grévistes de la Construction**